

Smitu : l'avenir de TransFensch intimement lié à Citézen

La séance du conseil de Smitu consacrée mercredi 13 mars au rapport d'orientation budgétaire a été l'occasion de souligner à quel point le salut de la structure et de TransFensch passe par la réalisation du projet Citézen.

- LE 14/03/2019



Photo HD Pour le Smitu et pour TransFensch, le projet Citézen est une nécessité. Photo RL /Philippe NEU

Pour sauver TransFensch, il faut sauver le versement transports majoré. Et pour garder le VT majoré (environ 7 M€, NDLR), il faut boucler le financement du projet Citézen et démarrer en 2020... » a expliqué le sénateur Jean-Marie Mizzon lors du dernier conseil du syndicat mixte des transports urbains Thionville-Fensch (Smitu).

Une réunion consacrée pour l'essentiel au rapport d'orientation budgétaire de la structure.

Un raisonnement limpide même, résumant parfaitement la situation actuelle au sein du Smitu : les efforts initiés pour redresser la barre, si douloureux puissent-ils être, ne sont pas une option mais une nécessité compte tenu de la situation.

Bruno Sapin, maire de Yutz et vice-président de la structure, avait au préalable rappelé les différentes actions déjà initiées pour parvenir à tenir l'objectif : mettre en œuvre le bus à haut niveau de services (BHNS) nord mosellan, dans les délais prescrits. Car si le projet devait ne pas démarrer en 2020, la participation de l'État (10 M€) au projet Citézen pourrait être perdue...

Bien sûr, comme l'a souligné le délégué de Guénange, Michel Leubé, l'impact « social et sur l'emploi pour TransFensch doit rester au cœur de nos préoccupations. » Une réalité dont Roger Schreiber, président du Smitu a convenu tout en soulignant que la situation préexistante « avec, sur un effectif de 250 chauffeurs, une soixantaine de personnels qui sont absents certains jours », ne pouvait plus durer.

Pour en sortir, la voie semble bien à sens unique : « Il faut poursuivre les efforts consentis depuis que Jean-Marie Mizzon a repris la présidence avant moi ». Un cercle vertueux qui doit permettre une sortie par le haut « au service des usagers », a encore souligné Roger Schreiber.

Discussion avec la Région Grand Est autour d'une participation à hauteur de plus de 6 M€, étude de faisabilité technique et financière en cours avec la BEI et appel d'offres en cours notamment sur le franchissement de la Moselle : il semble qu'il y a une lueur au bout du tunnel.